

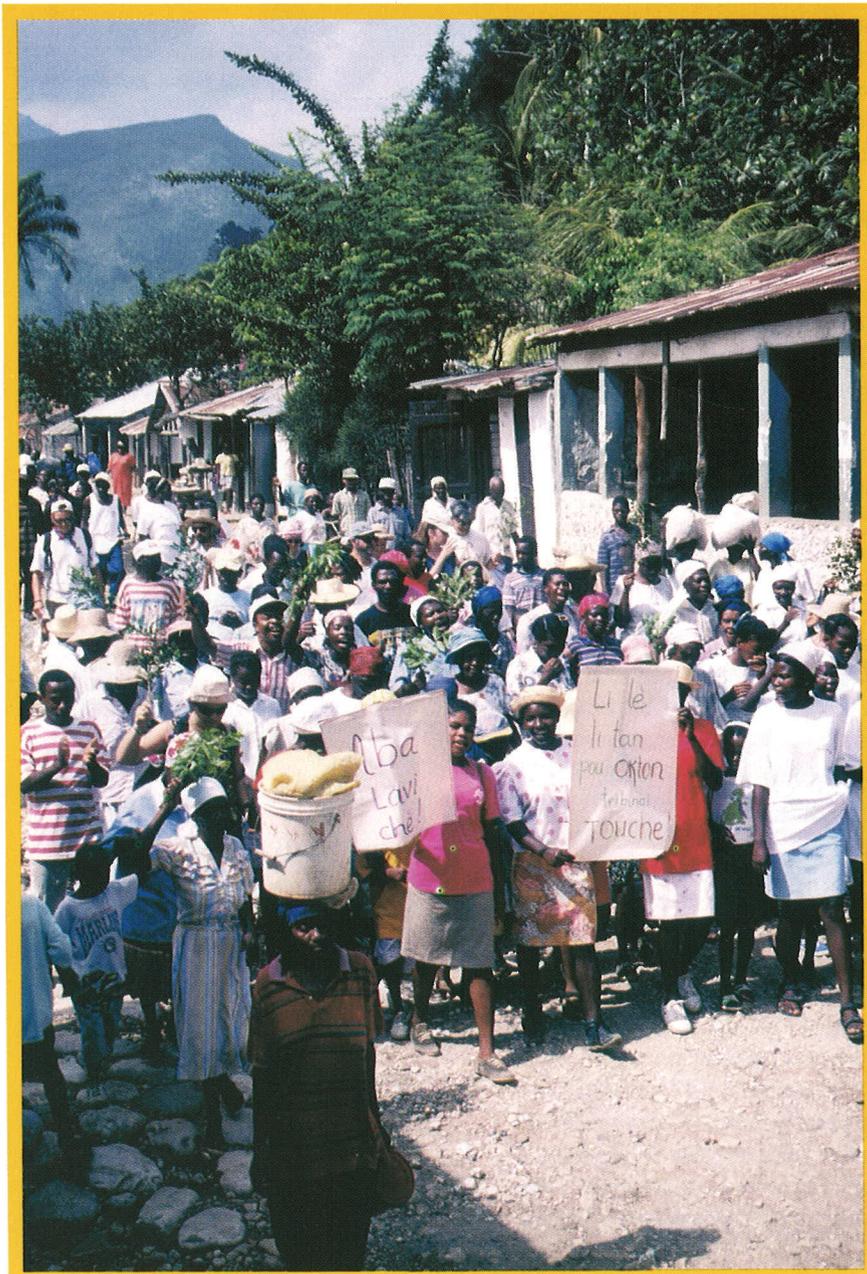
SOLIDARITÉ



VOL. 19 N° 2

9405, RUE SHERBROOKE EST • MONTRÉAL (QC) H1L 6P3 • TÉL. : (514) 356-8888

SEPTEMBRE 1997



*Nap
rekonstwi
Ayiti
men nan
la men*

*Nous
reconstruisons
Haïti
main dans
la main*

*Rapport de stage
Juillet 1997*

Un peu d'histoire

C'est grâce à la révolte des esclaves de 1791 qu'Haïti acquit son indépendance en 1804. Ces esclaves se sont alliés à la classe des Affranchis (mulâtres, ou noirs anciennement libérés par leurs maîtres) et, sous la direction des chefs rebelles, Toussaint Louverture et J.J. Dessalines, guerriers audacieux, ont mené à bien cette révolution. Ce sera la seule révolte victorieuse d'esclaves de l'histoire du monde.

Pendant près de deux cents ans, les gouvernements ont imposé une nouvelle formation sociale où le système féodal a remplacé l'esclavagisme. Les anciens esclaves deviennent alors des serfs sur les plantations dévastées par la guerre car ces terres ont été accaparées par les Affranchis au nom de liens de sang et par les chefs militaires au nom de l'épée et du grade.

Le 7 février 1986, le peuple haïtien célébrait le départ du dictateur Jean-Claude Duvalier. Après une transition de cinq ans, le peuple haïtien put enfin choisir démocratiquement son premier président, le père Jean-Bertrand Aristide le 16 décembre 1990.

Le 19 septembre 1994, des troupes américaines débarquaient en Haïti afin d'assurer le retour du président renversé en 1991 par l'armée. Ce dernier, quittant son exil américain, a regagné triomphalement son pays le 15 octobre, deux jours après le départ du dictateur Raoul Cedras. La mauvaise gestion pendant le régime militaire et l'embargo international qui a duré trois ans ont accentué la décroissance économique qu'Haïti enregistrait depuis une dizaine d'années. Les conditions de vie de la population, les infrastructures et l'environnement se sont considérablement détériorés pendant ces années. Haïti connaît encore aujourd'hui beaucoup de difficultés à instaurer une véritable démocratie.

En terme de qualité de vie, Haïti se classe parmi les pays les plus pauvres de la planète, soit au 145e rang des 174 pays évalués par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).



QU'EST-CE QU'UN « TONTON MACOUTE » ?

L'ORIGINE EST PAYSANNE. LA «MACOUTE» OU «DJACOUTE» EST UN SAC EN PAILLE QUE L'ON PORTE À L'ÉPAULE. LE «TONTON MACOUTE» EST CELUI QUI PORTE CE SAC ET PEUT DONC TOUT Y ENFOUR, DONT LES ENFANTS DÉSOBÉISSANTS. L'EXPRESSION A ÉTÉ REPRIS EN 1957 POUR REPRÉSENTER LA MILICE POPULAIRE CRÉÉE PAR DUVALIER, CELLE-LÀ MÊME QUI A SEMÉ LA TERREUR EN HAÏTI PENDANT PRÈS DE QUARANTE ANS.

République d'Haïti

Capitale: Port-au-Prince

Population: 7,2 millions

Densité de population: 259 habitants au kilomètre carré

PIB par habitant: 1 050 dollars (1993)

Espérance de vie hommes/femmes: 55 ans/58 ans

Taux d'alphabétisation: 45 pour cent

Langues: Créole haïtien et français (langues officielles)

Régime politique: République, régime présidentiel

Le stage CISO en Haïti a pour objectif de créer des liens avec le peuple haïtien, en échangeant et en partageant des expériences et en participant à des activités de solidarité.

ITINÉRAIRE DES ACTIVITÉS

PORT-AU-PRINCE

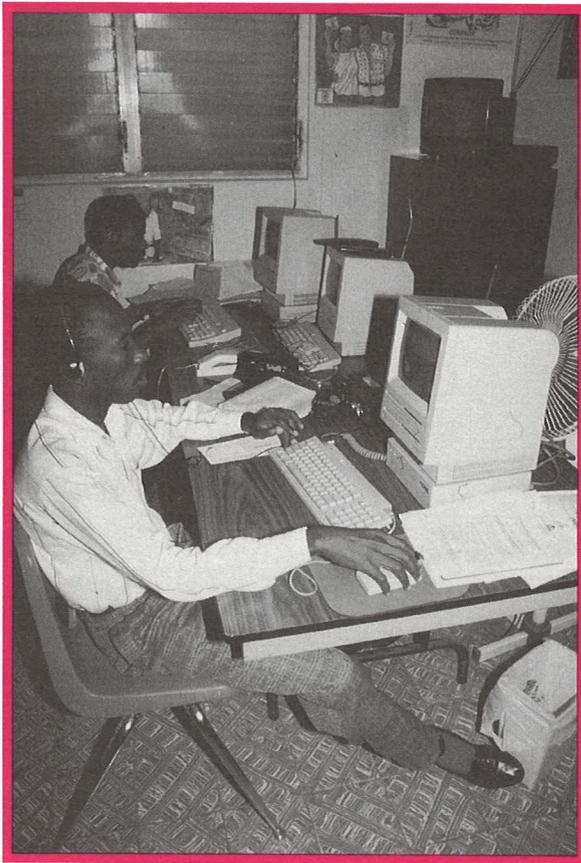
Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL)
Agence Haïtienne de Presse (AHP)
Haïti Solidarité Internationale (HSI)
Collectif Haïtien pour la Protection de l'Environnement et un Développement Alternatif (COHPEDA)
Confédération Nationale des Éducateurs d'Haïti (CNEH)
Solidarité Femmes Haïtiennes (SOFA)
Visite de la bibliothèque de la Fondation haïtienne culture et société

COMMUNAUTÉ RURALE DE LÉON

(département de la Grande-Anse) où nous avons été reçu par l'équipe du Programme Régional d'Éducation et de Développement (PRED).

- Rencontre avec le comité santé de Sauvê
- Fabrication de confitures avec les femmes de la région
- Plantation d'ananas, de cassier et papayer
- Travail dans la pépinière du PRED
- Rencontre avec l'équipe des femmes du PRED
- Rencontre avec les femmes de Chonchonne





«LA DÉMOCRATIE EST INCOMPATIBLE
AVEC LA LOI DU SILENCE.»

JEAN-CLAUDE JEAN

Depuis la nuit des temps, l'histoire d'Haïti est celle d'une lutte. Un combat de tous les instants avec la vie pour le respect et la dignité. Encore en 1997, la crainte de voir se réinstaller un système de répression n'est pas disparue. Selon des intervenants d'organisations populaires et des observateurs étrangers, les Haïtiens vivent actuellement une période d'accalmie. Est-ce le début d'une ère nouvelle? Seul l'avenir nous le dira. Pour l'instant, contentons-nous de questionner un aspect fondamental de la liberté d'expression, soit la liberté de presse.

LE QUATRIÈME POUVOIR, CELUI DE LA PRESSE

Au risque de rappeler une évidence, nous croyons qu'il est nécessaire, avant toute autre considération, de revoir un principe fondamental, celui que stipule l'article 19 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies (1948): «Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit». La liberté de presse est un des fondements de la liberté d'expression. Alors qu'en est-il de cette liberté en Haïti?

L'AHP, UNE AGENCE INDÉPENDANTE

«Nous n'avons jamais eu autant de liberté de presse», affirme aujourd'hui l'AHP. Créée vers la fin de l'an-

née 1989, l'Agence Haïtienne de Presse a dû affronter vents et marées pour maintenir le cap, assurer sa survie. En 1997, avec le gouvernement actuel, la presse n'est plus bâillonnée ni victime de persécution systématique. Toutefois, nous relevons encore quelques bavures policières. Depuis quelques années, l'AHP est redevenue une agence indépendante. «Nous pouvons exploiter une information plus qu'une autre. Nous prenons des décisions, effectuons des choix. Nous ne sommes pas *équilibristes*. Nous ne donnons pas nécessairement la parole à tout le monde», déclare l'AHP.

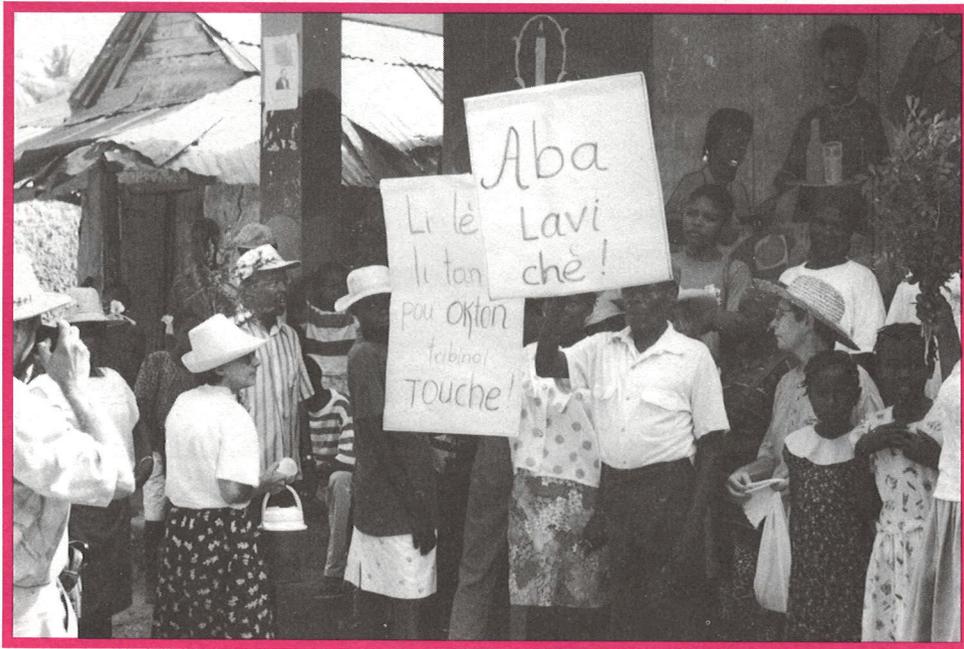
Les nouvelles proviennent de l'intérieur comme de l'extérieur du pays. En effet, grâce aux correspondants situés dans toutes les régions, au correspondant permanent en République Dominicaine et aux bénévoles à Montréal ainsi que dans d'autres pays, l'Agence Haïtienne de Presse tente de couvrir tout ce qui est relatif aux dix départements d'Haïti (le dixième étant celui de la diaspora). Son rayonnement s'effectue par le biais de dépêches quotidiennes (disponibles dans les journaux locaux et sur Internet), de bulletins hebdomadaires et de bilans annuels. Son mandat est clair. «Notre rôle n'est pas de dénoncer, mais de rapporter. De plus, nous ne livrons pas des commentaires, mais des informations». Loin d'eux l'idée de prendre position car ils veulent, en premier lieu, refléter l'opinion publique. À partir de ce bref portrait de l'AHP, nous pourrions penser que tout va pour le mieux en ce qui a trait à la liberté d'expression en Haïti. Ce n'est pourtant

pas le cas. «L'accès aux sources est un combat quotidien», déplore l'AHP. Le manque de transparence du gouvernement ainsi que de nombreuses entreprises publiques demeure un obstacle majeur au droit de communiquer, via le droit d'accéder à l'information.

LE NOMBRIL DE LA FOURMI

La presse, en tant que porte-parole du peuple et «caisse de résonance», a déjà certains acquis. La partie n'est toutefois pas gagnée et ce, malgré les propos rassurants du gouvernement: «En tant qu'autorités, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour continuer à respecter la liberté de presse au lieu d'avoir la velléité de la restreindre» (René Prével, le 27 juin 1997); «Personne n'est poursuivie ou menacée pour ses convictions politiques ou son opposition au gouvernement en place et il n'existe pas de prisonnier politique en Haïti» (Fritz Longchamp, le 2 juin 1997). De façon toute particulière, la manque d'information concernant les questions relatives à la justice (même en provenance de la Commission Nationale de Vérité et de Justice) ainsi que la mauvaise foi dont font preuve les États-Unis en refusant de remettre les documents du FRAPH (Front pour l'Avancement et le Progrès Haïtien) dans leur version intégrale contribuent à entacher un principe fondamental, celui du droit à l'information. Une corrélation très étroite existe entre la liberté d'expression et la dignité humaine. Porter atteinte à l'une revient à causer un préjudice à l'autre.





À bas la vie chère !

À BAS LA VIE CHÈRE!
 LES GENS VEULENT MANGER!
 LES GENS VEULENT BOIRE!
 LES GENS VEULENT SE LAVER!
 LES GENS VEULENT ALLER À L'ÉCOLE!

LE SOLEIL A TOUT BRÛLÉ!
 IL N'Y A RIEN À MANGER!
 À BAS LA VIE CHÈRE!
 ON VEUT BEAUCOUP DE TRAVAIL!
 ICI UN PAYS LIBRE?
 IL FAUT DÉGAGER DE L'ARGENT POUR QUE LE
 PETIT PAYSAN PUISSE S'ORGANISER...
 À BAS LA VIE CHÈRE!
 À BAS LA VIE CHÈRE!

A Léon, petit village dans le diocèse de Jérémie, on n'échappe pas au fléau de la «vie chère». De plus, les villageois sont confrontés à Dame nature. En effet, une grande sécheresse accable la région depuis déjà plusieurs mois. Les habitants n'ont plus accès à leurs propres produits, les récoltes ayant toutes été asséchées. La situation est si critique que les habitants ont mangé les semences avant même de les avoir mises en terre. Les autorités locales ont alors organisé une autre distribution, mais cette fois-ci, ils ont teinté les graines d'insecticide rose pour créer un effet répulsif.

Les habitants ont faim, très faim. Il existe aujourd'hui des projets de crédit-semences et de stockage de grains, mais ces actions arrivent trop tard pour le problème actuel.

Entre décembre 96 et février 97, il y a eu 61 personnes qui sont décédées suite à la malnutrition dans ce diocèse. Sans compter les milliers de bêtes qui ont péri pour les mêmes causes. Les pertes sont énormes.

MANIFESTONS

Les habitants de Léon ont organisé une manifestation dans le but de dénoncer cette situation. Cette action pacifique s'est déroulée dans les rues du village et plus de 150 personnes y ont participé. C'est un nombre impressionnant quand on sait que le po-

pulation ne croit plus ni au changement, ni à la politique en général.

Le groupe du CISO, a eu la chance de participer à cet événement en signe de solidarité. Sourire aux lèvres, nous avons ponctué cette marche de quelques-uns de nos slogans dont: *So, So, So, Solidarité !* qui fut repris maintes fois par la foule.

Pendant la marche, la foule était très animée. C'est en dansant et en chantant que les gens se déplaçaient. En quelques instants, tous les participants se sont retrouvés avec de petites branches feuillues agitant ces dernières au même rythme, en suivant la cadence. Cette marche, sous le chaud soleil d'Haïti, a duré plus d'une heure trente.

INVIVABLEMENT CHÈRE

Avec la flambée des prix, l'inflation et le chômage chronique (aggravé depuis le coup d'État et l'embargo), la vie est chère. Les prix montent, sans arrêt.

En fait, le taux de chômage est de 45 à 55% et le marché est envahi par la contrebande. De plus, il y a un mouvement en provenance de Miami pour tuer l'économie locale. Haïti a déjà été un des plus grands producteurs mondial de canne à sucre alors qu'aujourd'hui, le sucre en vente au marché provient de l'extérieur.

Il n'y a aucune réglementation des prix. L'État est absent en tout, l'économie est dictée par le monde des affaires que la riche élite haïtienne soutient. Le plus désolant, c'est que l'argent généré grâce aux richesses naturelles d'Haïti est toujours extorquée du pays. De là, son appauvrissement continu. En fait, il y a énormément d'argent qui circule, mais celui-ci n'arrive jamais aux petits paysans.

Si le gouvernement ne change pas ses politiques et continue d'ignorer les besoins primaires de son peuple, nous assisterons à une grande catastrophe. Quand les enfants et les vieillards meurent, quand tout est brûlé et qu'il n'y a plus rien à manger, quand il n'y a plus d'espoir et plus rien à perdre, tout peut arriver...





Le **Projet Régional d'Éducation Démocratique (PRED)** est situé dans le pittoresque village de Léon. Il dessert les 21 paroisses de la Grande-Anse et est issu de la Caritas de Jérémie. Son programme vise à développer la capacité des gens à améliorer leur bien-être matériel, à se faire entendre et à cultiver leurs talents et leurs intérêts.

Ce projet se situe dans une région montagneuse et agraire qui subit actuellement une sécheresse cyclonique majeure depuis février dernier. Plus d'une soixantaine de personnes sont décédées à la suite de cette famine. Auparavant l'ouragan GORDON avait complètement dévasté la région provoquant des pertes de vies, d'habitations, de cultures et de l'unique pont d'accès. Avec le retard dans la réforme agraire (prônée par la constitution de 1987) et un taux de chômage voisinant les 72%, il devenait primordial de mobiliser les gens pour trouver des solutions appropriées et démocratiques. À partir de séminaires de formation, de visites fréquentes dans les milieux paysans, de formation sur place d'agents de changements et de suivis des dossiers - tel un arbre en croissance - PRED développait ses racines dans un milieu très fertile à l'émancipation sous toutes ses formes. L'an passé, les membres du PRED ont rejoint plus de cinq mille paysans et paysannes. Dès lors, on se rend compte, au rythme de la formation, de leur capacité d'analyse des informations disponibles et de l'importance du support et de l'accès à de l'aide technique substantielle (agronomie et économie). Voilà tout un enjeu que d'amener une communauté dont les besoins les plus essentiels en eau potable, en nourriture, en santé et en éducation ne sont pas comblés, à se prendre en mains et à se convaincre de sa capacité à gérer selon les priorités et avec consensus.

L'action de PRED se divise en quelques grands secteurs :

- **Le secteur agricole** vise le développement d'un savoir-faire dans les productions de cultures (maïs, haricots, maniocs, patates, ignames, ananas et riz), l'élevage d'animaux (poules, hybrides de porc, lapins et abeilles) et l'entretien des champs (café, cacao, bananes et



citrons). Le reboisement et la conservation des sols sont aussi des préoccupations majeures. En outre, il existe des projets d'aide à la culture par l'accès au crédit pour l'achat de charrettes avec deux bœufs dressés, de moulins à cannes et de silos en acier (entreposage des grains et mise en conserve des fruits pour éviter le gaspillage et prévoir des réserves pour les moments difficiles). On nous a signalé qu'en ce qui a trait aux crédits de semences, un nouveau projet est en cours.

- **Le secteur de la condition féminine**, depuis 1986, aide plus de 500 groupes de femmes à développer leur estime de soi, ainsi qu'à reconnaître leurs droits et leurs devoirs. De plus, elles sont encouragées à participer aux grandes orientations de la société. Elles sont, en outre, sensibilisées aux réalités économiques, environnementales et d'éducation civique : «Famn Ayisyen levé kampé»... un hymne à l'émancipation !
- **Le secteur médico-social** encourage la population à prendre en mains ses responsabilités face à la santé, la salubrité, la malnutrition des enfants et à développer des aptitudes éducatives et parentales. De plus, on favorise le développement de la pharmacopée locale (plantes médicinales traditionnelles). Il y a maintenant, dans presque tous les villages, des «Komités-santé» qui se préoccupent du suivi nutritionnel des enfants et ce, de la naissance à cinq ans. Les formations offertes concernent les grossesses, la salubrité de l'eau et la pré-

vention des maladies hydriques. Leur guide de référence demeure le volume *Koté ki pa gen doktè*¹ pour assumer divers problèmes de santé.

- **Les Communautés Eclésiales de Base (TKL)**² Ce comité associe les réalités de la vie avec la parole de Dieu. On y forme des groupes de réflexion, de motivation et d'espoir en la vie. «BATAY POU LA DEMOKRASI» chant animasyon pou asanble Karitas dyosezen³.

Le PRED est avant tout formé d'une équipe incroyablement dynamique, attachée au milieu paysan, préoccupée par la situation des démunis dans le sens le plus réel du terme. Ce sont des gens d'une humilité remarquable, dévoués et respectueux des cultures et des conditions de vie des différentes communautés. Le Père Edy Julien et le coordonnateur monsieur Bernier Pierre chapeautent une équipe très attachante et efficace composée d'animateurs, de techniciens et de nombreux agents de changements issus des milieux ruraux.

Voilà des personnes de qualité exceptionnelle, disponibles et résolument empathiques à l'émancipation démocratique et sociale d'un peuple qui a FOI en l'avenir. Leur devise pourrait être «TÊT ANSAM POU SOVÈ AYITI».⁴

¹ «Où il n'y a pas de docteur».

² Ti Kominote Legliz.

³ «Lutte pour la démocratie» chant d'animation pour l'assemblée Caritas diocésaine.

⁴ «Tous ensemble pour sauver Haïti».





PRED-Caritas: Antinomie ou paradoxe?

pour changer le cours des événements: il y a un espoir réel, véritable, en Haïti, et il est là!

Mais, là aussi, les obstacles sont réels: «pour tous les individus et groupes qui jouissent localement d'une position de force, l'ennemi c'est le changement»² et leur force d'inertie, voire leur résistance active, est constante. Par exemple, lors des récentes élections locales, on a vu des «ex»-*macoutes* promettre aux paysans la redistribution des quelques hectares de terre du PRED, s'ils étaient élus, eux...

C'est pourquoi les forces de changement qui sont à l'oeuvre dans les communautés doivent souvent embrasser un horizon aussi vaste, malgré et au-delà de la modestie apparente de leur activité immédiate. Le développement communautaire «reste micro-économique»³ mais «le changement» ne sera réel que s'il est global. Par conséquent, «les projets communautaires gagnent à être complémentaires entre eux... [car] la dimension communautaire est une des composantes fondamentales de toute action socio-économique, et partant, politique».⁴

Qu'en est-il du PRED, projet porté par Caritas du diocèse de Jérémie, dirigé par le courageux et audacieux Mgr Romélus? Jusqu'où ira cette route commune pour l'instant empruntée par l'évangélisation, première mission de Caritas et par «le changement» auquel aspire le peuple haïtien. Nous voilà au carrefour où se croisent les deux termes de la **théologie de libération**, honnie par le pape et la haute hiérarchie romaine et haïtienne. Quand nous écoutons un père Edy Julien, co-fondateur et encore aujourd'hui à la direction du PRED, se réjouir du

développement des débats à Caritas, où les fidèles osent maintenant confronter l'opinion de leur curé; quand nous entendons un Bernier Pierre, complice et ami du père Julien et coordonnateur du PRED, déplorer la mainmise du bas clergé sur la «clientèle» des communautés de base, cela témoigne de la véritable ouverture et du dévouement authentique de ces individus envers «le changement». Ceux-ci y consacrent, y donnent littéralement leur vie. Mais la logique de l'institution ecclésiastique n'est pas nécessairement celle de ces meilleurs éléments, il s'en faut: Caritas, l'oeuvre charitable de l'épiscopat haïtien, ne risque-t-elle pas de freiner un jour l'action du PRED, sur la route du «changement»?

Pour l'instant, on doit reconnaître que la théologie de libération et la volonté de «changement» font route ensemble au PRED, mais on doit aussi remarquer qu'il y a dans ce couple des forces de rupture qu'il appartient aux seuls Haïtiens d'harnacher à leur convenance.

Retenons aussi, comme repère, que l'Afrique du Sud a pu compter sur Mgr Tutu pendant que Nelson Mandela et l'ANC menaient la lutte contre l'apartheid et les prisons des blancs. Aujourd'hui, Mandela est en liberté et président de son pays...

Le Projet Régional d'Éducation et de Développement (PRED), enraciné dans la paysannerie agricole de la Grande-Anse, étonne par son audacieuse ambition de changements: changement social, changement économique, changement politique, tels sont les résultats recherchés, à terme, par ce «projet». Rien de moins.

Aux prises avec l'analphabétisme, le machisme et le *macoutisme*, entre autres, les militantes et les militants qui interviennent sur ces différents fronts sont de véritables combattants pour la liberté, les libertés, en Haïti et cela, au jour le jour, chaque jour.

Mais en voilà bien grand à embrasser pour une «communauté» car nous sommes ici sur le terrain du développement **communautaire** et il y a loin de la coupe (le projet) aux lèvres (le changement). Toutefois, dans un pays où l'économie est aux mains de quelques familles repues et où la démocratie a peine à s'enraciner depuis une dizaine d'années - le fils Duvalier est «parti» en 1986 - malgré la furieuse tyrannie des années 1991-1994, l'action communautaire en matière de développement est «le seul espace à peu près maîtrisé par les classes dominées.»¹

Découvrir et côtoyer cette réalité vivante dans la campagne haïtienne, c'est aussitôt apercevoir la lumière au bout du tunnel. On sait bien peu de choses, ici au Québec, alimenté par les grandes agences d'information, de cette mouvance profonde et porteuse d'un espoir réel de changement. En effet, au raz du quotidien, malgré le rouleau compresseur des soi-disant «ajustements» structurels du très libéral FMI, des forces réelles se développent et se maillent

¹ LOUVERTURE, François, *État de droit, Développement et Communautés*, Éditions Haïti Solidarité Internationale, 1994, p. 90.

² Idem, p. 89.

³ Idem, p. 98.

⁴ Idem, p. 91.



L'éducation en crise

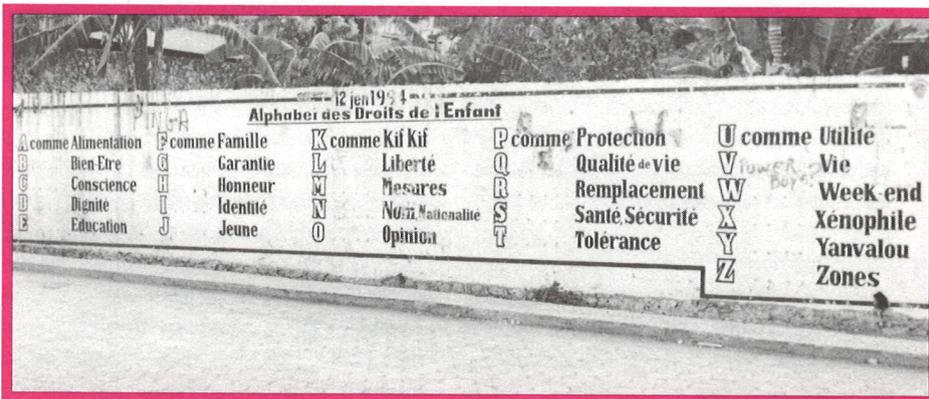
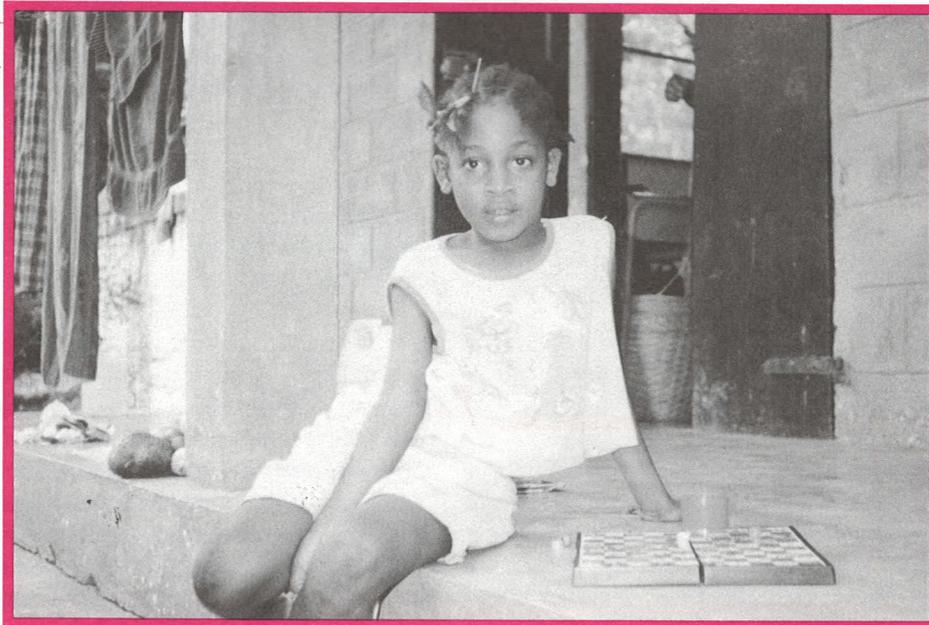
Dans une société où l'élite a eu historiquement accès à la meilleure éducation, la situation actuelle nous amène à constater une brisure énorme entre ce qui a été et ce qui existe. Aujourd'hui le taux d'analphabétisme se situe entre 60 et 80%, selon que l'on soit optimiste ou pessimiste! La situation de l'éducation est dans un état déplorable, certaines carences sautent aux yeux.

- 1) Caractère désuet des programmes éducatifs, curricula non-adaptés aux besoins du pays et à la modernisation.
- 2) Carence de la formation des maîtres, moins de 10% sont issus des écoles normales, moins de 25% sont détenteurs d'un diplôme universitaire.
- 3) Dévalorisation de l'enseignement technique et professionnel.
- 4) Déclin de l'Enseignement supérieur.
- 5) Écoles délabrées, matériel didactique non-disponible.

Pourtant malgré le fait que la République d'Haïti ait fait sienne la déclaration de Jomtien prônant l'éducation pour tous en l'an 2000 et qu'elle ait tenu à l'automne dernier des Etats généraux de l'Éducation, rien n'a encore été fait pour corriger de façon impérieuse cette situation. Cependant, chose paradoxale, si vous circulez dans les rues de la capitale, vous verrez que les écoles sont omniprésentes. L'éducation est devenue une affaire commerciale: 70 % des écoles primaires et 80 % des écoles secondaires ne sont pas contrôlées par l'État. Ce «business» fait en sorte que prolifèrent écoles et enseignants non-qualifiés. L'État, qui est plus que jamais engagé dans un contexte de privatisation, est loin de mettre les balises nécessaires pour encadrer ce commerce. Le taux de certification est très faible, moins de la moitié des élèves admis en première année termineront leur sixième.

Que dire des conditions d'enseignement sinon qu'elles sont des plus précaires. À la CNEH (Confédération Nationale des Éducatrices d'Haïti), on parle de catastrophe: enseignants non-payés, d'autres oeuvrant dans plusieurs écoles afin d'augmenter leur minime salaire, professeurs diplômés se tournant vers des secteurs plus payants, aucune réelle formation des maîtres depuis dix ans. Dans cet état de choses, l'État est démissionnaire. La CNEH, qui re-

SI L'ASSASSINAT EN 1985, AUX GONAÏVES, DE TROIS JEUNES ÉTUDIANTS A ÉTÉ L'OCCASION POUR TOUT LE PAYS DE SE SOLIDARISER AVEC LES JEUNES ET DE RENVERSER DUVALIER, IL EST PERMIS D'ESPÉRER QUE LA JEUNESSE HAÏTIENNE N'A PAS DIT SON DERNIER MOT SUR L'AVENIR D'HAÏTI.



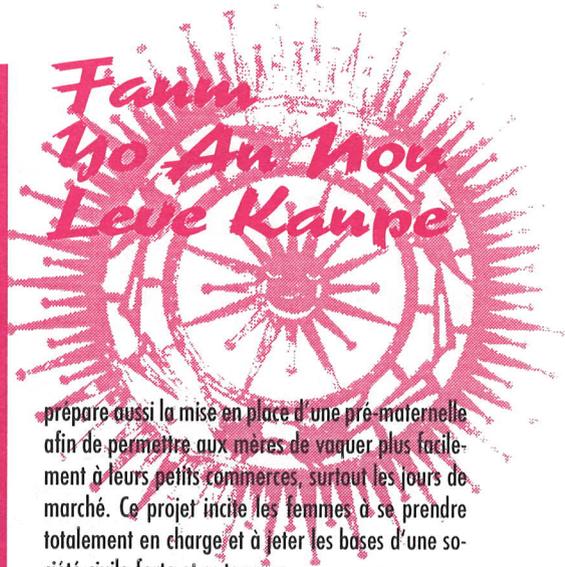
groupe le plus grand nombre d'enseignants, a vu ses effectifs décroître depuis le coup d'État du 30 septembre 1991, passant de 13 000 à 3 000 membres. Il est important que l'on redonne aux enseignants de meilleures conditions de travail et une convention collective respectée par le gouvernement. Démobilisation, démotivation, perte d'espoir, tel est aussi le lot des enseignantes et des enseignants.

Il est important de savoir qu'en plus des écoles publiques et privées, il y a des écoles communautaires nées de l'initiative des habitants pour l'alphabétisation et des écoles congréganistes dont certaines n'admettent que les enfants légitimes. La zone rurale est mal desservie: la paysannerie, coupée de la ville,

a toujours été considérée comme une classe inférieure.

L'Éducation de base pour tous, rêve ou utopie? L'État ne doit-il pas être le maître d'oeuvre dans un dossier aussi stratégique? Comment ne pas questionner le fait que, bien que le projet du Plan National Éducation 2004 a dressé les grandes orientations de l'éducation, tout soit encore resté lettre morte? Est-ce que ce n'est pas à l'ensemble de la société de se sentir interpellé par la nécessité de corriger cette situation? Est-il permis d'espérer que la jeunesse haïtienne puisse très bientôt avoir accès à une éducation de base et de qualité? L'éducation doit être un objectif prioritaire pour l'État haïtien, il doit garantir ce droit fondamental à l'éducation pour tous.





Ce sont ces mots que je lis sur l'ardoise posée par terre. Celle qui écrit ces mots, celle qui appelle ses sœurs à la dignité, celle qui dit l'importance de se tenir debout, cette femme comme toutes celles rencontrées lors de ce séjour, sait combien l'éducation de base est un objectif prioritaire pour atteindre son autonomie.

Au PRED, nous avons rencontré une équipe de femmes qui travaillent, dans la région de Léon, avec celles qui sont les plus démunies. Au plan économique, leur pouvoir d'achat est extrêmement faible. Même quand le travail de ces femmes leur rapporte quelques gourdes, il arrive que les maris (cela remonte à une longue tradition) s'approprient cet argent ou encore revendent des objets qu'elles ont achetés avec leur minime salaire. Le droit de propriété ne leur est pas reconnu. Cette non-reconnaissance d'un pouvoir économique est annonciatrice de leur absence au pouvoir politique. Les hommes assument les charges et responsabilités politiques et les femmes en sont écartées.

Sur le plan juridique, elles n'ont presque pas d'existence. Par contre, au plan social, les femmes sont d'une importance capitale. Ce sont elles bien sûr qui s'occupent des enfants, de la maison, des cultures dans les champs et de la vente des produits au marché. Pourtant, cette contribution au développement de leur commune n'est pas reconnue et elles se retrouvent souvent reléguées au deuxième plan dans cette société dominée par les hommes. Parfois, elles doivent prendre en charge une deuxième famille et cela vient alourdir de façon importante leur tâche.

La santé des femmes est aussi une préoccupation

majeure. Les nombreux accouchements - les femmes ont en moyenne 5 à 6 enfants - se font dans des conditions difficiles. Il faut savoir que pour 54 «habitations» (1 «habitation» = environ 300 personnes), soit plus de 16 000 personnes, il n'existe qu'un seul centre de santé. Lors de complications durant un accouchement, il faut aller à Jérémie ou aux Cayes, c'est-à-dire loin, sur des chemins difficilement praticables. Fréquemment, des femmes meurent en route, faute de soins immédiats.

En ce qui a trait au SIDA, on retrouve peu de cas à Léon. Le facteur isolement est, dans ce cas-ci, un facteur positif.

Mme Evelyne Constant, responsable de cette équipe d'entraide pour les femmes, entend prioriser cette année le développement du micro-crédit, l'aide à la maternité, l'initiation à la conservation des aliments et surtout la formation de base. Il est important de noter que les groupes de femmes participent activement à la planification des actions. Cette façon de procéder encourage un dynamisme de stratégies.

Formation, autonomie... Ces mots reviendront souvent lors de nos rencontres avec les groupes de femmes.

À Chonchonne, petite commune où l'on se rend par les sentiers de chèvres, un projet est en train de prendre forme. "Le coin des femmes" est un terrain donné par Mme Bérénice, une dame de la place, afin d'installer un centre de jour pour enfants. En solidarité avec ce geste, chaque personne a donné l'équivalent de 10 sous lors de réunions antérieures afin de construire un petit local de rassemblement. Déjà, un premier groupe d'alphabétisation a été formé. On

prépare aussi la mise en place d'une pré-maternelle afin de permettre aux mères de vaquer plus facilement à leurs petits commerces, surtout les jours de marché. Ce projet incite les femmes à se prendre totalement en charge et à jeter les bases d'une société civile forte et autonome.

À Port-au-Prince, nous avons rencontré deux intervenantes de SOFA (Solidarité Femme Haïtienne), Marie-France Joachin et Evelyne Larrix. Cette organisation a été créée en 1986 et est présente dans sept des neuf départements. SOFA travaille avec trois groupes de femmes: les femmes du secteur paysan (groupe majoritaire), celles du secteur populaire et les femmes professionnelles qui apportent leur appui aux deux autres groupes et ce, tout en gardant leur espace. Le comité de coordination est formé de déléguées issues de chacun de ces secteurs. Les principaux objectifs sont de mobiliser et sensibiliser les femmes (santé, problèmes économiques, violence), alphabétiser et donner des séminaires de formation. Il n'y a qu'une seule personne permanente à la SOFA. Toutes les autres font du bénévolat, du militantisme pour que soient respectés les droits des femmes. Pour elles, il est clair que l'oppression des femmes dans la société haïtienne est très forte. On pense encore que les femmes ont à s'occuper seules de la maison, des repas et des enfants et qu'elles n'ont pas besoin de formation. On tient pour naturel le travail domestique des femmes. Un long cheminement reste à faire pour que changent les mentalités. L'accent est donc mis sur la formation des femmes afin de les sensibiliser aux conditions qui leur sont dévolues.

Dès ses débuts, SOFA a dénoncé la violence faite aux femmes. Déjà en 1985, cette organisation a apporté une aide importante de réhabilitation et d'accompagnement aux femmes violées par les putschistes. Ces viols, clairement identifiés comme élément de répression politique, ont été systématiquement dénoncés à la presse et lors de rencontres internationales. Toutefois l'impunité persiste toujours en Haïti. Malgré la peur, malgré les traumatismes, malgré la faiblesse des lois haïtiennes, les groupes de femmes continuent et continueront à défendre leurs droits. **Les femmes de ce pays veulent se tenir debout. Fanm yo an nou levé kanpé!**



Demokrasi Aniwoonman Devlopman

SE MENM TIT LA, SE TIT PÈR LA
CETTE MÊME LUTTE-LÀ, C'EST LA LUTTE DU PEUPLE

Ce qui frappe le plus lorsqu'on survole Port-au-Prince, c'est de voir les montagnes complètement pelées, usées par l'érosion. Il n'y a plus d'arbres sur des kilomètres de long. Cette déforestation amène une grave détérioration du couvert végétal. Le sol s'appauvrit. Apparaissent alors avec le temps, les roches et le sable. C'est quasi impossible d'utiliser ces espaces pour la culture sans une restauration complète et coûteuse.

Il y a quelques siècles le couvert forestier d'Haïti était l'un des plus beaux de la Caraïbe. L'exploitation excessive et ininterrompue des réserves forestières depuis près de cinq siècles met le peuple haïtien aujourd'hui face à une dure réalité. Le désastre écologique de sa forêt correspond à une perte approximative de 10 000 acres de terres arables par année, soit l'équivalent de 250 bonnes fermes québécoises. À travers cette catastrophe écologique, on ne peut que penser au drame humain.

Malgré ce constat peu reluisant, des groupements d'Haïtiens et d'Haïtiennes, loin d'accepter pareil destin, travaillent d'arrache-pied pour changer cette situation, à première vue irréversible. Les représentants du Collectif Haïtien pour la Protection de l'Environnement et un Développement Alternatif (COHPEDA), nous ont fait voir leur détermination à changer des choses dans leur pays et à s'impliquer dans leur propre développement.

À Léon, village situé à quelques kilomètres de Jérémie et à 300 kilomètres à l'ouest de Port-au-Prince, une région un peu moins touchée par la déforestation, nous avons participé à la plantation d'arbres. Cette activité de restauration de la forêt a démontré concrètement que nous avions confiance en l'avenir d'Haïti et que nous étions solidaires de ces efforts.

Un autre problème affecte dramatiquement les conditions de vie des gens: la sécheresse. Soixante jours sans pluie et c'est la désolation. L'eau potable se fait rare, les animaux meurent de soif, les cultures s'assèchent... Arrivent alors la famine et la malnutrition ayant des conséquences tragiques et souvent désastreuses sur le développement des enfants.



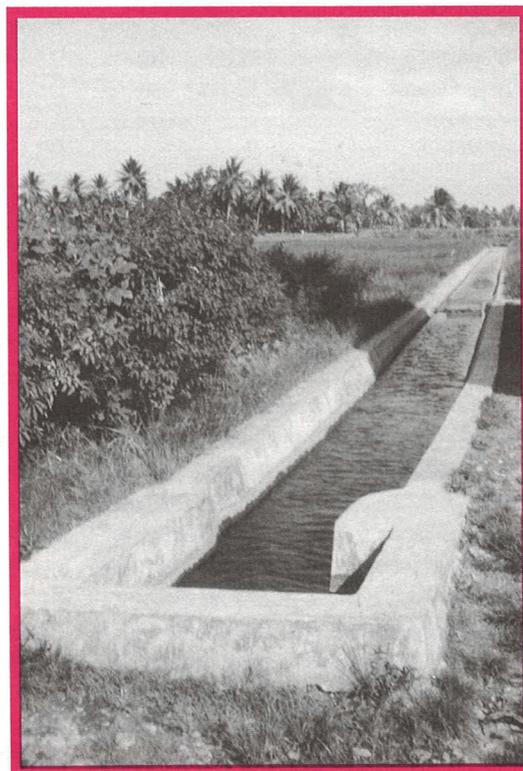
Nos rencontres avec des groupes de femmes apprenant les rudiments de la conservation des aliments (conserves, silos à maïs) nous indiquent que c'est par la prise en charge du développement social et économique qu'on peut obtenir de vrais résultats. Aider, c'est surtout soutenir l'épanouissement de leur autonomie.

À Torbeck, environ 180 kilomètres à l'ouest de Port-au-Prince, les paysans ont pris en main la gestion de l'eau. Pour contrer les sécheresses à venir, ils ont érigé des digues pour l'emmagasiner. Ils ont aussi construit plusieurs kilomètres de canaux d'irrigation pour contrôler le débit de l'eau et le diriger. Par leurs efforts, leur détermination et leur souci d'éducation au développement, cette population paysanne nous a démontré qu'une lutte efficace contre la sécheresse est possible grâce à la mobilisation communautaire.

Il y a dix ans, à Torbeck, on importait presque 100 % du riz. Aujourd'hui, avec ces méthodes d'irrigation, il y a autosuffisance et même on exporte vers d'autres régions du pays. Espérons que le «dumping» du riz américain ne viendra pas anéantir ces efforts, sachant que les pratiques commerciales néolibérales ont souvent comme effet de déstabiliser et de briser complètement le marché local avec des prix artificiellement bas.

On pourrait énumérer ici d'autres problèmes que vit le peuple haïtien. Cepen-

dant on remarque que ces quelques exemples de prise en charge locale, d'éducation au développement et à l'environnement s'avèrent souvent plus efficaces que les dons de millions de dollars de la communauté internationale. L'espoir des Haïtiens est dans leur engagement et leur mobilisation pour leur propre développement. L'aide extérieure ne doit être là que pour soutenir ces efforts. Autrement on risque de perpétuer la dépendance et l'appauvrissement collectif.



La langue créole : l'expression d'un peuple Kreyol pale, kreyol konpran

Apprendre la langue d'un peuple, c'est aussi apprendre sa culture, ses moeurs, sa façon de vivre. C'est comprendre ce qui se cache derrière les mots. C'est chercher à connaître les messages. C'est saisir les émotions, les joies, les peines et les souffrances d'un peuple, mais aussi ses richesses et ses espoirs.

Dès notre arrivée au pays, traversant Port-au-Prince, nous avons pu constater l'expression d'espoir de ce peuple sur tous les «taptaps» (moyen de transport en commun) avec leurs slogans souvent puisés de la Bible: L'Éternel est mon Berger, Lisez le psaume 41, Dieu est Amour, La justice de Dieu est la seule justice, etc... C'est l'expression croyante de ce peuple qui se perpétuera tout au long de ce périple. Ils y puisent force, courage et volonté de vivre malgré leurs conditions de vie souvent très difficiles.

AYITI, YON PEYI SAN MANMAN : HAÏTI, UN PAYS SANS MAMAN

Derrière cette simple phrase se cache toute la connaissance du peuple haïtien sur les politiques intérieures du pays. Un pays sans ordre politique, un peuple laissé à lui-même, sans les ressources d'un état responsable pour assurer la sécurité, les soins de santé, la justice, l'éducation des enfants, etc.

YON KONSTITISYON, SE MANMAN IWA YON PEYI : LA CONSTITUTION, C'EST LA LOI PRIMORDIALE D'UN PAYS (LA LOI-MAMAN)

Le peuple haïtien ne réclame sûrement pas une *mère poule*, c'est-à-dire un leader politique qui surviendrait à ses besoins! Ce que les Haïtiens désirent avant tout, c'est une constitution à partir de laquelle s'établiront les lois du pays.

GRANGO E GRANMANJÈ : AFFAMÉS ET GRANDS MANGEURS

L'image, si sympathique au premier regard, contient à elle seule toute une fresque de la situation actuelle du peuple, les affamés travaillant toute la journée afin de se nourrir, exploités par les *grands mangeurs* toujours affamés eux aussi, mais de pouvoirs et de richesses. Devoir pousser ou tirer les charrettes, labourer la terre dans des conditions précaires, réparer des pneus de camion manuellement sous un so-



NOUS RECONSTRUIRONS HAÏTI MAIN DANS LA MAIN

leil ardent,... Voilà le travail du *grangou*, de l'affamé. Pour le *grand mangeur*, c'est la vie douce, bien exprimée dans le proverbe: *Bourik travay chwal gallonnen* (la mûle fait tout le travail, mais c'est le cheval qui obtient les gallons).

ABA LAVI CHÈ

C'est lors d'une manifestation organisée par les habitants du village de Léon que nous avons pu lire sur un écriteau, les mots suivants: *Aba lavi chè*. Derrière ces mots, se résume la connaissance des villageois sur les causes de l'augmentation rapide des prix des produits de base: les politiques de «dumping» des gros producteurs de riz américains *Malfini plonje, li pa jwenn pou, li pran pay*. Malfini c'est l'aigle (américain) qui plonge pour chercher une poule (ressource naturelle) et n'en trouvant pas, il prend la paille (la paille, c'est le toit de la maison du paysan).

Lors de cette manifestation, un chant s'est élevé au-dessus de la foule. Un chant doux à l'oreille, mais qui transperçait le coeur:

GADE MIZÈ, GADE MIZÈ, OH! REGARDE LA MISÈRE POUKISA YON PEYI

GEN LAMIZÈ KONSÀ? POURQUOI UN PAYS EST-IL SI PAUVRE? GRAN NÈG AP FÈ MANIGÈT, POU YO DETWI PEYI A LES GRANDS HOMMES FONT DES MANIGANCES POUR DÉTRUIRE LE PAYS

Gade mizè: Regardez la misère. Misère des femmes impuissantes devant leurs conditions de vie. Misère des enfants affamés transportant des cruches d'eau sur la tête à travers routes et forêts, souvent pieds nus. Misère des hommes perdant leurs récoltes brûlées par la sécheresse. Oui, *Gade mizè, gade mizè OH!*

Pourquoi tant de misère? Parce que les grands hommes font des manigances pour détruire ce pays. De quoi réfléchir sur les politiques du néolibéralisme...

PA BLYE: MEN ANPIL CHAY PA LOU N'OUBLIE PAS: BEAUCOUP DE MAINS, CHARGE PAS LOURDE L'UNION FAIT LA FORCE

Se ak kè sèrè mwen kite peyi pa ou, n'a wè nou ankò si bondye vlé!
C'est avec un coeur serré que je quitte votre pays; on se verra encore si Dieu le veut!



Nos solidarités

ENVIRONNEMENT

Appui à des petits projets d'eau potable, de pompes et de fours solaires.

Envoi de documents d'information au PRED et au Cap Haïtien et échange de correspondance entre enseignants.

PUBLICATIONS

Articles pour Alternatives, Nouvelles CEQ et d'autres.

CONFÉRENCES

Semaine interculturelle et celle de la francophonie.

ÉDUCATION

Sensibilisation auprès des jeunes de deux écoles primaires de la région de Deux-Montagnes et auprès d'élèves du secondaire dans la région de Québec.

FEMMES

Suivi auprès du groupe de femmes de Chonchonne: documents pédagogiques, correspondance et aide à la formation des éducatrices.

DIVERS

Session de formation auprès des postiers sur les politiques du néolibéralisme. Correspondance avec les travailleurs des postes haïtiennes.

Favoriser la participation d'organisations syndicales québécoises à Concertation pour Haïti.

Échange de documents avec Haïti Solidarité Internationale sur les jeunes contrevenants et avec l'université de Port-au-Prince.

Nap
rekonstwi
Ayiti
men nan
la men

Nous
reconstruisons
Haïti
main dans
la main



1^{ère} rangée:
Robert Guay,
Catherine Marcoux
2^e rangée:
Micheline Jalbert,
Marcel Duhaime,
Gill Richard,
Philippe Boudreau
3^e rangée:
Julie Philippon,
Louis Pilote,
Marie Marsolais,
Gaétan Doyon

SOLIDARITÉ est une publication du Centre international de solidarité ouvrière

9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3

Tél.: (514) 356-8888 • Téléc.: (514) 356-0475 • Courrier électronique: ciso@web.net

Coordination: Patricia Legault et Micheline Jalbert • Révision des textes: Patricia Legault, Catherine Marcoux et Marie Marsolais

Photos et textes: Les stagiaires • Infographie: Louise Gravel • Impression: L'imprimerie d'Arthabaska inc.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec



3\$